Document généré le 7 mars 2025 16:49

Études internationales

La crise du socialisme réellement existant
The Crisis of "Actually Existing Socialism"

David Mandel

Volume 13, numéro 2, 1982

URI : https://id.erudit.org/iderudit/701351ar
DOI : https://doi.org/10.7202/701351ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Mandel, D. (1982). La crise du socialisme réellement existant. *Études internationales*, *13*(2), 283–304. https://doi.org/10.7202/701351ar

Résumé de l'article

The Soviet Union and its East European glacis are experiencing their second major wave of crisis since the death of Stalin. But unlike the "de-stalinization" crisis of the second half of the 1950s, which was largely political and was overcome through a combination of repression and reform that left the system basically intact, the present crisis cannot be weathered so easily and threatens to usher in a period of political upheaval, as it has already in Poland and, to some extent, in Romania.

On the most obvious level, the crisis manifests itself in the constant decline of the economic growth rate since the late 1950s, which has put an end to the slow but steady rise in living standards, the basis upon which the tacit post-Stalin accord between the bureaucracy and society was founded. The roots of this crisis are deeply structural, but structural reforms, in particular the introduction of the « regulated market mechanism », which appears to be the nly viable alternative open to the bureaucracy, will meet with strong opposition from important sectors of that elite, especially the provincial party bosses, and threaten to create a split in its ranks.

At the same time, such a reform is politically unfeasible without important concessions to the working class in the direction of democratization or, at the least, the right to organize into independent trade unions to protect itself against management, whose powers would be greatly enhanced by the reform. But such concessions to the working class, as Poland shows, are perceived by the bureaucracy as a threat to its very existence. At the same time, the working class today is potentially a much more formidable political force than at any time since the civil war.

The leadership is, therefore, in a dilemma. The 1980s are likely to see the explosive combination of a simultaneous crisis "as the top" and "at the bottom".

Tous droits réservés © Études internationales, 1982

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LA CRISE DU SOCIALISME RÉELLEMENT EXISTANT[1]

David MANDEL*

ABSTRACT — The Crisis of "Actually Existing Socialism"

The Soviet Union and its East European glacis are experiencing their second major wave of crisis since the death of Stalin. But unlike the "de-stalinization" crisis of the second half of the 1950s, which was largely political and was overcome through a combination of repression and reform that left the system basically intact, the present crisis cannot be weathered so easily and threatens to usher in a period of political upheaval, as it has already in Poland and, to some extent, in Romania.

On the most obvious level, the crisis manifests itself in the constant decline of the economic growth rate since the late 1950s, which has put an end to the slow but steady rise in living standards, the basis upon which the tacit post-Stalin accord between the bureaucracy and society was founded. The roots of this crisis are deeply structural, but structural reforms, in particular the introduction of the « regulated market mechanism », which appears to be the only viable alternative open to the bureaucracy, will meet with strong opposition from important sectors of that élite, especially the provincial party bosses, and threaten to create a split in its ranks.

At the same time, such a reform is politically unfeasible without important concessions to the working class in the direction of democratization or, at the least, the right to organize into independent trade unions to protect itself against management, whose powers whould be greatly enhanced by the reform. But such concessions to the working class, as Poland shows, are perceived by the bureaucracy as a threat to its very existence. At the same time, the working class today is potentially a much more formidable political force than at any time since the civil war.

The leadership is, therefore, in a dilemma. The 1980s are likely to see the explosive combination of a simultaneous crisis "as the top" and "at the bottom".

I - UNE CRISE QUALITATIVEMENT NOUVELLE

La mort de Staline, en 1953, a inauguré une période de crise majeure en Union soviétique et dans son glacis est-européen. La nature contradictoire inhérente à la « déstalinisation », ainsi que fut désignée cette période, reflétait, d'une part, la reconnaissance par les hautes instances bureaucratiques de l'urgence d'amener le système de gouvernement et l'administration économique sclérosés à rencontrer davantage les impératifs sociaux et économiques et, d'autre part, la mauvaise

* *Chargé de cours au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, au Département de sociologie de l'Université de Montréal et chercheur au Centre d'études des pays en développement de l'Université McGill à Montréal.*

1. Le champ d'observation retenu pour cette étude faite en octobre 1981 se limite à l'Europe de l'Est et à l'Union soviétique, une attention toute particulière étant accordée à cette dernière.

volonté de la bureaucratie lorsqu'il s'agissait d'empiéter sur la condition fondamentale de son existence privilégiée - son monopole du pouvoir. La déstalinisation a donc été une tentative en vue de rationaliser le système bureaucratique hérité de Staline en le dépouillant de ses aspects les plus oppressifs et contre-productifs, aspects dont la survivance des années 50 doit être attribuée principalement aux besoins de la dictature personnelle de Staline (sur la société aussi bien que sur la bureaucratie elle-même) et à son caractère pathologique.

Ces réformes ont bien imprimé un mouvement aux forces sociales, particulièrement au sein de la classe ouvrière[2] et de l'intelligentsia, mais aussi dans certains pays au sein d'une fraction de la bureaucratie elle même, qui désiraient aller au-delà des limites imposées afin de réaliser une démocratisation véritable. Mais le régime est parvenu à tenir ces forces en échec (quoiqu'en recourant parfois à l'usage des tanks) et à établir un équilibre nouveau, mais en fin de compte précaire, entre lui et la société. Cela a été rendu possible en grande partie grâce à l'existence de deux importantes conditions, la première étant d'ordre « subjectif » et l'autre de nature plus « objective ».

La première condition a été la relative faiblesse de la classe ouvrière, ce facteur ayant joué un rôle primordial dans l'élévation originaire de la bureaucratie à un pouvoir absolu aux lendemains de la révolution. Jusqu'à un certain point, cette faiblesse prolongée de la classe ouvrière peut être attribuée à la survivance de fortes racines paysannes chez une très grande partie de la force de travail industrielle (ce qui est beaucoup moins vrai en R.D.A. et en Tchécoslovaquie), ainsi qu'à l'absence d'une solide culture et de fortes traditions de lutte qui eurent été propres à la classe ouvrière urbaine. La demi-décennie durant laquelle la règle stalinienne s'est pleinement épanouie en Europe de l'Est, avant la mort du dictateur, et les ravages causés par les années de guerre ont aussi alimenté cette faiblesse. En Union soviétique, où sont détenues les clefs du destin de l'ensemble du « bloc », ces facteurs sont beaucoup plus accentués. Au moment de la mort de Staline, la classe ouvrière émergeait à peine de presque un quart de siècle d'un régime de terreur et de privations matérielles sévères (pour ne pas mentionner les effets à long terme de la Première Guerre mondiale, de la guerre civile, de la « révolution d'en haut », de la famine, de la Grande purge et, enfin, de la Seconde Guerre mondiale, où 20 millions de citoyens soviétiques ont trouvé la mort, c'est-à-dire possiblement un mâle sur trois.[3])

2. Le rôle des ouvriers et ouvrières dans les crises qui ont caractérisé cette période en Europe de l'Est est généralement assez bien connu, bien que les recherches universitaires aient souvent tendance à en sous-estimer l'importance. Beaucoup moins connue, pourtant, est la vague des protestations ouvrières, incluant des grèves de grande envergure et même une insurrection d'importance majeure, qui s'est produite en Union soviétique à la fin des années 50 et au début des années 60 et qui était directement reliée à la désillusion croissante éprouvée à l'égard du leadership post-stalinien. Qui plus est, contrairement à ce qui s'est produit en Europe de l'Est ces protestations ont précédé de plusieurs années les débuts de l'agitation intellectuelle et l'émergence de la dissidence. Voir à ce sujet, V. BELOTSERKOVSKY, « Les soulèvements ouvriers des années soixante », *L'alternative*, no 3, mars 1980, pp. 28-31.
3. B. KERBLAY, *La société soviétique contemporaine*, Paris, Armand Colin, 1977, pp. 29-32.

Mais les illusions longtemps répandues quant à la nature des régimes post-staliniens, à leur volonté et à leur capacité de se réformer eux-mêmes, sont tout aussi importantes. L'évolution subséquente de ces attitudes peut être le plus clairement retracée à travers les crises qui, en Pologne, ont secoué périodiquement la société polonaise, de l'enthousiasme sincère pour Gomulka, en 1956, à la prudence du « nous devons accorder à cet homme un an ou deux » à propos de Gierek, en 1971, jusqu'au cynisme profond (et bien mérité) qui, en 1980, a accueilli l'« équipe du renouveau » de Kania.

Conséquemment, les mobilisations ouvrières qui, de fait, se sont produites à des ampleurs variées dans tous les pays du bloc, au cours des années qui ont suivi la mort de Staline, ont eu un impact immédiatement tangible seulement là où l'élite politique était elle-même sérieusement divisée, l'appareil répressif affaibli et, par ailleurs, le terrain bien préparé par une intelligentsia en position d'offensive. Ce fut le cas uniquement en Hongrie, en Pologne et plus tard, mais en des circonstances différentes en Tchécoslovaquie, à partir du printemps 1968 jusqu'à bien après l'invasion.

La principale condition « objective » qui a permis à la bureaucratie de survivre à l'abolition de la terreur et à une reconnaissance partielle des crimes du passé était son aptitude à modifier avec succès la base de sa domination. En permettant aux travailleurs de goûter, même modestement, à une société de consommation de type occidental, en leur offrant un système de sécurité sociale étendu (souvent même de qualité médiocre) et une structure de rétributions et de salaires plus égalitaire (sans toutefois affecter l'élite), la bureaucratie a été capable, une fois les illusions disparues et les attentes convenablement modérées, d'imposer aux travailleurs une entente tacite : ceux-ci lui laisseraient la tâche de gouverner et, en retour, le régime pourvoierait à leurs besoins matériels immédiats et, par ailleurs, les laisserait se retirer paisiblement dans une vie privée de consommation (Kadar n'affirmait-il pas : « Celui qui n'est par contre nous est avec nous »). Aujourd'hui plus que jamais, le socialisme a été officiellement ramené, en Europe de l'Est, à l'idée de croissance économique, devenue le pilier central (parallèlement à une forte dose de nationalisme en Union soviétique, en Roumanie et en Albanie) sur lequel repose la légitimité du régime.

En prônant son mot d'ordre à demi-sincère de « retour au léninisme » et en promettant l'avènement d'une société communiste pour 1980, Khrouchtchev a voulu une certaine revivification de la foi. Mais on a coupé court à son règne dès que ses réformes ont commencé à menacer directement les privilèges de la bureaucratie, plus apte maintenant à défendre ses intérêts particuliers contre un leader qui n'avait plus à sa disposition personnelle l'appareil policier[4]. Le leadership qui, en fin de compte, a émergé de cette période de transition a mis l'accent sur une « approche pratique », sur le « respect des cadres » et ainsi de suite. Le patron est-allemand, Hoenecker, a bien résumé les vues du jour par l'expression, « le socialisme

4. Voir, par exemple, R. MEDVEDEV, *Khrushchev*, Londres, Oxford University Press, surtout le chapitre 13.

réellement existant », destinée à décourager la formulation de toute comparaison critique entre le système bureaucratique et l'idéal socialiste originel.

Mais ce glissement de la terreur à l'idéologie de la consommation a été possible uniquement parce que les contradictions entre le système bureaucratique et les forces productives de la base n'avaient pas encore mûri au point de ne laisser au régime aucun espace de manoeuvrer. La rationalisation du système, son glissement de la « pétrification absolue à la pétrification dynamique », ainsi que Brus a désigné ce processus[5], a libéré dans le système des réserves significatives qui s'y camouflaient.

La crise tchécoslovaque des années 60, qui a culminé en 1968 avec le « printemps de Prague », a été la première indication importante de la précarité qui caractérisait le nouvel équilibre établi. En partie, le printemps de Prague a été simplement un écho attardé de la vague de crises des années 50 qui avait grandement épargné une Tchécoslovaquie tenue, alors, d'une main ferme par le leadership unifié de Novotny qui faisait face à une classe ouvrière jouissant d'un niveau de vie relativement élevé et d'une structure de rétributions et de salaires hautement égalitaire[6]. Mais les pressions refoulées en vue d'obtenir, d'une part, plus qu'une libéralisation symbolique et, d'autre part, un véritable règlement de compte avec le passé, continuaient à s'accumuler. Elles reçurent d'ailleurs un appui indirect de Khrouchtchev lorsqu'en 1961, au cours du XXII[e] Congrès du P.C.U.S., il dénonçait de nouveau Staline et cette fois, en public et plus globalement.

Mais un facteur rend qualitativement différente la crise tchécoslovaque de celles qui sont survenues auparavant. Il s'agit du rôle critique joué par une crise économique d'une sévérité et d'une profondeur jamais encore expérimentée par un système de type soviétique[7]. Au cours des années 50, on en était venu à considérer comme un acquis des taux annuels de croissance industrielle de 10 à 15% en Europe de l'Est. En 1962, le taux de croissance atteignait seulement 0,2% en Tchécoslovaquie et, l'année suivante, la production industrielle déclinait d'environ 0,4%, cela dans le pays le plus industrialisé du bloc après la R.D.A[8]. L'action combinée de la crise de déstalinisation et de la crise économique a convaincu une grande partie de la bureaucratie du besoin de modifier les vieilles méthodes de gouvernement. Ce choix a déclenché un processus dont la dynamique devait entraîner progressivement la Tchécoslovaquie sur la voie de la démocratisation, jusqu'à ce que l'invasion y mette un terme.

---

5. W. BRUS, *Socialist Ownership and Political Systems*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1975, p. 120.
6. J. RUPNIK, « La classe ouvrière en Tchécoslovaquie », *Notes et études documentaires*, no 4511/4512, 10 mai 1979, pp. 172-173.
7. Les crises économiques, à l'état latent au moment de la mort de Staline, ont également joué un rôle dans les crises politiques de la déstalinisation. Mais cette différence n'en est pas une de degré. Les difficultés économiques peuvent être, et ont effectivement été, attribuées en grande partie à une politique incorrecte (la Pologne fait partiellement exception à cette règle), au lieu qu'en Tchécoslovaquie les racines structurales profondes de la crise économique étaient dès l'abord apparentes et admises.
8. G. GOLAN, *The Czechoslovak Reform Movement*, Cambridge (Angl.), Cambridge University Press, 1971, pp. 11-12.

La nature composite de la crise tchécoslovaque était un indice de son caractère de transition dans l'évolution du contexte est-européen. La déstalinisation n'a joué aucun rôle significatif dans la crise suivante, constituée par les soulèvements des travailleurs polonais au cours de l'hiver 1970-71. La question du contrôle populaire de l'État était encore à la base du litige. Toutefois, l'inaptitude grandissante du régime à gérer l'économie et sa volonté d'introduire des « réformes » tardives, aux dépens des ouvriers et ouvrières et au mépris du tacite contrat social post-stalinien, constituaient l'arrière-plan immédiat de la crise politique. Qui plus est, dans ce cas, la mobilisation des travailleurs n'était pas associée à une division importante au sein du leadership, pas plus qu'à une agitation des intellectuels: la crise politique de 1970 a été essentiellement le produit d'une mobilisation ouvrière indépendante. La nature de la crise politique actuelle, en Pologne, est essentiellement la même, mais avec cette différence que la situation économique n'a jamais été aussi mauvaise, tandis que le niveau de conscientisation et d'organisation des ouvriers et ouvrières a fait de grands progrès.

Aussi, cela constitue une étape de la crise plus profonde et qualitativement nouvelle. En premier lieu, il apparaît qu'un simple rafistolage de l'économie ne peut désormais plus produire les mêmes résultats que durant les années 50. Les réserves ne sont tout simplement plus disponibles. La crise actuelle est de nature profondément structurale et elle se manifeste avec plus ou moins de gravité à travers l'ensemble du bloc. En fait, l'économie présente partout les signes alarmants d'un déclin de l'efficacité. La tendance à la baisse des taux de croissance, apparue la première fois à la fin des années 50, n'a pas été arrêtée, ce qui fait peser de sérieux doutes sur l'aptitude du régime à poursuivre plus avant une stratégie d'acquisition de la paix sociale moyennant l'élévation des niveaux de vie[9]. Et, dans la mesure où l'origine immédiate du problème est dorénavant d'ordre structural, les réformes adéquates sont nécessairement de beaucoup plus grande envergure. Toute tentative en vue d'introduire ces réformes risque de créer de sérieuses divisions au sein de la bureaucratie et de susciter un fort mécontentement chez les travailleurs et travailleuses.

Et la classe ouvrière, non seulement en Pologne où la preuve est à portée de la main, mais dans l'ensemble du camp, n'est plus celle des années 50 ou même 60. Les facteurs qui, dans le passé, contribuaient à sa faiblesse ont subi un changement notable. Bien qu'il ne soit pas possible de prédire le caractère spécifique ou l'intensité de la réaction des ouvriers et ouvrières à la crise qui se déroule présentement, il y a néanmoins de bonnes raisons de croire que la décennie 80 offrira (comme c'est déjà fait en Pologne) au système bureaucratique son plus

9. Ainsi, les plans quinquennaux des pays du Comecon visaient, pour la période 1976-80, des taux annuels de croissance industrielle moindres que ceux qui étaient enregistrés dans le plan 1971-75. De plus, dans chaque cas, ce taux était inférieur à la moyenne atteinte dans le dernier quart de siècle. Sauf en Roumanie, même ces taux réduits ne pourront être atteints. Voir E. KUX, « Growing Tensions in Eastern Europe », *Problems of Communism*, no 29 (mars//avril 1980), p. 26; A. ZAUBERMAN, « The East European Economies », *Ibid.*, no 27 (mars/avril 1978), p. 56; G.R. FEIWEL, « Economic Performance and Reform in the Soviet Union », dans D.R. KELEY, *Soviet Polities in the Brezhnev Era*, New York, Praeger, 1980 pp. 76-79.

sérieux défi jusqu'à maintenant. Puisque l'Union soviétique est la clef de tout dénouement, le reste de cet article sera consacrée aux manifestations de la crise dans ce pays.

II - Les racines de la crise

Le grand succès du régime soviétique dans l'industrialisation rapide (quoique réalisée à un coût humain et matériel énorme qui, à un degré très significatif, n'était pas indispensable) a amplifié la contradiction entre la nature planifiée et nationalisée de l'économie et son système d'administration bureaucratique. De façon tout à fait inattendue, vers la fin des années 50, les dirigeants soviétiques ont dû faire face à des taux de croissance déclinants. Au cours de la décennie 1971-80, une moyenne annuelle du taux de croissance du revenu national de 4,95% a été officiellement rapportée, comparativement à une moyenne de 7,15% pour 1961-70 et à 10,27% pour 1951-60[10]. Les chiffres indicateurs du onzième plan quinquennal (1976-80) ont été fixés sous les taux atteints au cours du quinquennat précédent qui, eux-mêmes, s'étaient situés très au-dessous des taux visés par le plan. Ainsi, même ces objectifs réduits n'ont pu être atteints. Le taux annuel moyen prévu pour la production industrielle était de 7,0-7,8%, mais cette production n'a atteint que 4,5%. Le taux moyen prévu pour 1981-1985, fixé à 4,7-5,1%, dénote une modestie sans précédent[11]. À l'exception de 1938, au summum de la Grande purge, 1979 a été l'année où les taux de croissance du revenu national, 2% ont été les plus bas enregistrés en temps de paix depuis les débuts de la planification, se révélant inférieurs aux taux rapportés pour les années d'aussi mauvaise récolte[12].

Le succès initial de l'« économie dirigée » command economy centralisée, établie sous Staline et dont les fondements sont encore intacts, a été attribué en grande partie à sa capacité de mobiliser une quantité toujours plus importante de main-d'oeuvre et de « capitaux » et de les orienter vers des secteurs considérés comme stratégiques, particulièrement vers l'industrie lourde. La terreur politique a permis de faire porter le coût des erreurs de planification et de la prodigalité générale de l'économie sur les secteurs desservant la consommation populaire. Les taux élevés de la croissance industrielle sont donc en grande partie attribuables à la croissance de la quantité des inputs investis, aussi bien en main-d'oeuvre qu'en matériaux, cependant que les augmentations de la productivité et de l'efficacité jouaient un rôle très secondaire.

En fin de compte, une phase a été atteinte où cette stratégie de croissance extensive devient de plus en plus difficile à maintenir. Les taux de croissance du capital et du rendement du travail ont décliné, démontrant que l'inaptitude des systèmes à utiliser plus efficacement les ressources a été une importante source de

10. *Narodnoe Khoziaistvo SSSR v 1978 g.*, Moscou, 1979, p. 38; *Pravda*, 26 janvier 1979 et 24 janvier 1980.
11. *Pravda*, 5 mars 1981.
12. M. ELLMAN, « Economic Crisis in the U.S.S.R. », *Critique*, no 12 automne/hiver 1980, p. 5.

ralentissement[13]. En outre, le déclin de l'efficacité ne peut être compensé plus longtemps par l'augmentation des taux de croissance de l'investissement en capital et en force de travail. En fait, le taux de croissance de l'investissement en capital a fléchi, au moins en partie parce que l'on a dû tenir compte, pour maintenir la paix sociale et l'augementation de la productivité des travailleurs, des impératifs de la consommation populaire. Quant aux investissements sous forme de travail, les dirigeants soviétiques sont profondément inquiétés par le fait que l'on prévoit, pour la décennie actuelle, une augmentation de seulement 3,8% de la population active, comparativement aux 18% enregistrés pour les années 70[14]. Le dépassement des objectifs de l'embauche industrielle a toujours été une méthode clef pour compenser les gains inadéquats au niveau de la productivité. De façon caractéristique, l'objectif global de l'emploi dans le secteur industriel, pour la durée du plan 1976-1980, a été atteint dès 1977.

Le leadership soviétique a depuis longtemps reconnu la nécessité de remplacer la stratégie de croissance extensive par une stratégie intensive qui, au contraire, mettrait l'accent sur l'augmentation de la productivité et de l'efficacité dans l'utilisation de ressources de plus en plus rares et coûteuses et ferait preuve d'innovation au plan technologique ainsi que de souplesse et de flexibilité face aux besoins changeants – toutes caractéristiques que n'encourage pas le système actuel. La question fondamentale peut donc être formulée comme suit : est-ce que l'actuelle « économie dirigée », originellement destinée à stimuler la croissance au taux le plus rapide possible, peut être adaptée à ces nouveaux besoins ? Sinon, est-ce que le système politique, dont le développement a été profondément influencé par la stratégie de croissance initiale[15], peut s'accomoder d'une réforme économique structurale de grande envergure ?

La réponse à la première question, si l'on tient compte des résultats obtenus après un quart de siècle de rafistolages, est certainement négative. (Un observateur a même pu avancer l'hypothèse que « le remaniement perpétuel de l'administration est en voie de devenir un élément du problème plutôt qu'une contribution à sa solution. »[16]) Bien qu'une analyse approfondie du système actuel de planification et d'administration dépasse les limites assignées à cette réflexion, quelques-uns de ses problèmes les plus fondamentaux peuvent être brièvement exposés.

Selon la logique de l'économie dirigée, le centre donne des directives, qui ont force de loi, aux échelons inférieurs jusqu'au niveau de l'entreprise, en indiquant le volume de la production et sa composition, les fournitures requises et les quantités investies, la destination des biens manufacturés, ces directives portant également sur d'autres aspects opérationnels importants. Ainsi, si le modèle fonctionne de façon

13. R.V. GREENSLADE, « The Real Gross National Product of the U.S.S.R., 1950-75 », *The Soviet Economy in New Perspective*, Washington, Joint Economic Committee, U.S. Congress, 1976, p. 278.
14. *Pravda*, 7 mars 1981.
15. S. BIALER, *Stalin's Successors*, Cambridge (Angl.), Cambridge University Press, 1980, p. 19.
16. G.E. SCHROEDER, « The Soviet Economy on a Treadmill of 'Reforms' », *The Soviet Economy in a Time of Change*, vol. I, Washington, Joint Economic Committee, U.S. Congress, 1979, p. 313.

logique et conséquente, toutes les décisions économiques de quelque importance sont prises par le centre, une marge très réduite de décisions de nature exécutive étant laissée aux échelons inférieurs. Dans la pratique, toutefois, il est tout à fait impossible pour le centre de recueillir toutes les informations nécessaires et suffisamment précises et de les traiter pour, fonctionnant de la sorte, prendre la multitude de décisions requises[17]. Sauf lorsqu'il s'agit de secteurs désignés comme prioritaires, il incombe habituellement aux niveaux inférieurs de désagréger l'agrégat que constituent les objectifs du plan et de se débrouiller avec les inconséquences chroniques entre ses diverses parties, avec les insuffisances constantes dans l'approvisionnement, avec les goulets d'étranglement, aussi bien qu'avec les nombreuses révisions du plan, effectuées à la dernière minute.

Ainsi, en pratique, le système requiert de grandes initiatives de la part des directeurs d'entreprises, mais ne leur fournit ni les moyens ni les critères pour prendre des décisions conformes aux intérêts globaux de l'économie, tels que déterminés par le centre. Dans ce contexte, la forte pression exercée pour que soient atteints les objectifs toujours plus ambitieux du plan, autre trait fondamental du système, tend à susciter un comportement défensif vis-à-vis du centre, voire même un antagonisme, qui se manifeste par la dissimulation de possiblités, le marchandage pour avoir un plan plus facile à réaliser, l'accumulation de matériaux et de la force de travail. De plus, les directeurs sont souvent portés à chercher à atteindre les objectifs du plan par la voie la plus facile, sans se soucier des besoins du consommateur et de l'utilisation efficace des ressources, en faisant preuve d'une grande répugnance à l'égard de l'innovation, etc. De nombreuses réformes, à la fois des réorganisations administratives et des modifications du système incitatif, n'ont pas réussi à accroître substantiellement l'aptitude du centre à harmoniser l'activité micro-économique des directeurs et les objectifs macro-économiques du centre. Cependant, il est clair que les décisions prises au niveau micro deviennent plus importantes que jamais, du fait du passage de l'économie fondamentalement simple de reproduction, caractéristique de l'ère stalinienne, à une étape de croissance qualitative.

La question de la faible motivation des travailleurs pose un problème au moins aussi sérieux. Les manquements à la discipline de travail et la faible productivité qui en résulte ont fréquemment été cités par les dirigeants soviétiques comme le problème premier de l'économie. Les recherches sur le travail démontrent abondament les difficultés chroniques causées par les changements fréquents de personnel, la faible discipline, la basse intensité du travail et l'indifférence générale pour les résultats du processus de production. Selon une estimation soviétique, seulement de

17. Pour donner un aperçu de ce que cela implique, notons qu'un nouvel index du plan, étalonné selon le taux de valeur ajoutée, a été établi pour le plan 1981-85. Cet index doit être calculé pour presque tous les produits manufacturés en U.R.S.S. - soit quelque 12 millions. Voir M.A. CROSNIER, « 'La réforme' de l'économie en U.R.S.S. ». *Notes et études documentaires*, no 3457/3458, 10 octobre 1980, p. 82. En 1978, la Commission du plan supervisait 2000 groupes de produits; le Comité pour l'Approvisionnement matériel et technique - 13,500 rubriques; les 42 ministères centraux et agences, 25,000 produits qui représentaient environ 7% des biens répartis par le centre; voir FEIWEL, *op. cit.*, p. 87.

50 à 70% du temps de travail sont utilisés à sa fin légitime[18] (on devrait quand même demeurer circonspect devant l'attribution de toute cette perte de temps aux attitudes négatives des ouvriers, plutôt qu'aux défectuosités administratives).

Dans ce domaine décisif, la contradiction fondamentale provient de l'existence continue d'un travail aliéné et de l'utilisation d'un système d'incitations qui, essentiellement le même que celui que l'on trouve en système capitaliste, est appliqué sous des conditions qui, dans leur totalité, diffèrent significativement du capitalisme et qui par conséquent, réduisent grandement l'efficacité de cette manière de diriger le travail. Ainsi, l'adhésion vociférante du régime à une politique de plein emploi (qui est maintenue en grande partie pour assurer la tranquillité des travailleurs, mais qui reflète aussi les vestiges de l'héritage révolutionnaire, sur lesquels la bureaucratie continue de fonder partiellement sa légitimité) prive les directeurs d'un important levier de contrôle, accessible à leurs homologues capitalistes. « Quiconque a fait face au problème de la discipline au travail et des nombreuses mutations », remarque Brus, « sait parfaitement bien que les directeurs se plaignent fréquemment de l'influence démoralisante de l'état de plein emploi et aspirent à « au moins un peu de chômage » comme à un remède contre l'ignorance des devoirs envers le travail[19]. » L'efficacité des incitations matérielles individuelles est aussi sapée de façon significative par une structure salariale relativement égalitaire[20], l'importance continue des paiements sociaux (estimés en 1974 à 35% du salaire moyen[21]) et la rareté des biens de consommation de qualité. Les exhortations idéologiques et les récompenses symboliques, bien que largement utilisées, ne semblent pas très fructueuses.

Même lorsqu'existe un sens de l'engagement, la volonté de bien travailler ira souvent à l'encontre des intérêts matériels directs des ouvriers. Le dessinateur soviétique d'avion, Antonov, se rappelle qu'un ouvrier de son usine lui disait :

> Quant j'ai commencé à travailler ici, j'ai décidé de m'appliquer consciencieusement à ma tâche, pensant que des vies humaines étaient l'enjeu d'un écrasement d'avion. Mais, après quelques mois, mon épouse m'a demandé : « Pourquoi es-tu si peu payé ? As-tu pris une maîtresse ? Tes camarades m'ont dit qu'ils gagnent beaucoup plus que toi ! » Que pouvais-je faire d'autre que travailler comme eux ou bien en me tuant en courant après le plan ?[22]

Ainsi que l'a remarqué un économiste occidental,

> probablement que le plus grand échec du système a été d'affaiblir le désir de produire, de créer, de « faire une bonne journée de travail » pour sa satisfac-

18. E.L. MANEVICH, « Defitsit i rezervy rabochei sily », *EKO*, Novosibirsk, no 2, 1978, p. 77.
19. BRUS, *op. cit.*, p. 206.
20. « Les ouvriers en U.R.S.S. : Étude d'un mode de vie », *Problèmes politiques et sociaux*, no 334, 14 avril 1978, p. 7.
21. KERBLAY, *op. cit.*, p. 212 ; voir aussi G.E. SCHROEDER et B.S. SEVERN, « Soviet Consumption and Investment Policy », *Soviet Economy in New Perspective*, vol. I, pp. 620-641.
22. V. BELOTSERKOVSKY, « La situation des ouvriers et des ingénieurs en U.R.S.S. », dans O. SEMYONOVA et V. HAYNES, *Syndicats et libertés en Union soviétique*, Paris, Maspero, 1979, p. 183.

tion personnelle et pour la société, ainsi que d'être incapable de créer les conditions nécessaires pour que le travail devienne une source de joie qui récompenserait l'effort fourni[23].

Certes, une situation très semblable existe dans le capitalisme, mais on songerait à peine à critiquer ce fait dans la mesure où le travail aliéné est, dans ce cas, l'essence même du système. Dans une économie planifiée, toutefois, cela devient un obstacle de plus en plus sérieux à son fonctionnement harmonieux et efficace.

Vers le milieu des années 60, le leadership soviétique a semblé pendant quelques temps convaincu de la nécessité de procéder à une réforme économique d'envergure, cette réforme ayant impliqué le remplacement du « système dirigé » par un « mécanisme de marché réglé ». L'exécution logique de cette réforme aurait grandement réduit le rôle direct joué par le centre dans l'administration de l'économie. La planification centrale se serait réalisée non par des ordonnances administratives détaillées, mais en grande partie par des mesures indirectes touchant les paramètres économiques qui conditionnent le marché. Cette réforme aurait permis aux échelons inférieurs de faire preuve d'initiative, en fournissant aux directeurs d'entreprise à la fois l'autonomie nécessaire et la motivation pour agir en accord avec les objectifs globaux de l'économie, tandis que le centre, déchargé des travaux de détail, aurait pu concentrer ses énergies sur les questions auxquelles il est le mieux adapté - les macro-investissements et la planification à long terme. Dans ce système, l'efficacité aurait été encouragée par l'introduction de la compétition, par la reconnaissance des faillites, par le renvoi de la main-d'oeuvre excessive et par un système de récompenses tenant davantage compte des performances.

La réforme, annoncée en 1965, était en fait un compromis entre les deux modèles, ce qui, dès le début, pouvait faire craindre des résultats décevants[24]. Dès le début des années 70, il est apparu clairement que la réforme avait été abandonnée, la tendance étant à une re-centralisation. Parmi le réseau complexe des raisons qui ont entraîné l'abandon du projet, deux facteurs politiques critiques peuvent être distingués en tant qu'ils illustrent le dilemme auquel font face les dirigeants soviétiques eux-mêmes, leaders de la couche bureaucratique dominante et administrateurs d'une économie planifiée qui tire ses origines d'une révolution ouvrière.

En tout premier lieu, une réforme du marché contribuerait à saper le fondement majeur de la puissance et des privilèges d'un secteur clef de la bureaucratie, l'appareil du parti, particulièrement au niveau des administrations sous-nationales (mais aussi à l'intérieur des appareils ministériels centraux détenant une moins grande possibilité d'influence), dont le gros de l'activité, indispensable dans un système dirigé, consiste à faire marcher en pratique un plan toujours très imparfait

23. FEIWEL, *op. cit.*, p. 101.

24. Zielinski soutient que les deux modèles sont mutuellement incompatibles et que si leurs éléments clefs sont rassemblés, le système dirigé finira par subvertir la réforme et l'ordre existant demeurera pratiquement inchangé. Voir I.G. ZIELINSKI, « On System Remodelling in Poland », *Soviet Studies*, vol. 30, no 1, 1978, p. 7.

en contrôlant, coordonnant, arbitrant, marchandant, menaçant, etc[25]. Le fait que les membres des appareils locaux du parti (particulièrement les premiers secrétaires des comités régionaux) constituent de loin le groupe distinct le plus nombreux au sein du comité central, en fournissant un peu plus du tiers de ses membres[26], est une indication du poids politique que représentent ces fonctionnaires. Que la réforme annoncée par Khrouchtchev en 1962, visant la bifurcation des comités régionaux du parti, ce qui portait atteinte directe aux pouvoirs des premiers secrétaires, a joué un rôle important dans sa chute[27]. Aussi, même si les dirigeants âgés formant le gouvernement étaient remplacés par une équipe dynamique, déterminée et unanime à soutenir la réforme, il resterait à faire face à une crise politique majeure au sein de la bureaucratie, cette crise risquant d'être le signal d'une mobilisation simultanée de la base.

Ceci nous amène à parler du second facteur politique qui se pose à l'encontre de la réforme. Toute tentative conséquente en vue d'introduire le mécanisme de marché réglé – et seulement son introduction conséquente lui permettrait de faire ses preuves – est destinée à rencontrer une forte opposition au sein de la classe ouvrière qui devait faire face à la perspective immédiate d'une réduction de la sécurité d'emploi d'une inégalité accrue des revenus et d'une augmentation de l'intensité de travail. En retour, on lui promettrait tout simplement une augmentation de l'efficacité économique et, pour l'avenir, une hausse des niveaux de vie. Comme nous l'avons déjà noté, la tentative de Gomulka, durant l'hiver 1970-1971, en vue d'introduire des réformes dont les effets menaçaient directement les travailleurs, a constitué l'arrière-plan immédiat de la révolte qui a suivi. En Hongrie, seul pays où la réforme a été poursuivie, le mécontentement des ouvriers a très tôt contraint le régime à prendre les mesures nécessaires pour atténuer la différenciation entre les revenus, affaiblissant par là l'établissement du lien souhaité entre la rémunération et la performance de l'entreprise, ce qui était de prime abord perçu comme un aspect fondamental de la réforme[28]. Le « nouveau mécanisme économique » a d'ailleurs été incapable de surmonter ce qu'un économiste hongrois a nommé la « flexibilité unilatérale » des ouvriers : tandis qu'ils défendent leur droit de changer librement de travail, ils protestent lorsqu'ils sont mutés ou que la main-d'oeuvre est déclarée surabondante[29]. Cela aussi est un aspect important de la réforme initiale dont la réalisation a été différée. La résistance des travailleurs a contribué, de façon similaire, à la très lente diffusion d'une réforme soviétique pilote plus limitée, la « méthode chtchekino », spécifiquement destinée à élever la productivité en réduisant le surcroît de main-d'oeuvre[30].

25. Au sujet du rôle économique joué par les premiers secrétaires des comités régionaux du parti, voir. J. HOUGH, *The Soviet Prefects* et A. YANOV, *Détente after Brezhnev*, Berkeley, I.I.S.-University of California, 1977, chapitre 2.
26. J. HOUGH, *How the Soviet Union is Governed*, Cambridge, Mass, harvard University Press, 1979, pp. 456-357.
27. MEDVEDEV, *op. cit.*, pp. 153-157.
28. M. BORNSTEIN, « Évaluation d'une réforme économique : la Hongrie, « *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 12, no. 1, 1981, p. 14.
29. A. NOVE, *The Soviet Economic System*, London, George Allen and Unwin, 1977, p. 296.
30. *Ekonomiia i organizatsiia promyshlennosti*, no. 4, 1977, p. 5.

En général, la grande autonomie que cette réforme octroyait au directeur aurait bien davantage fait dépendre la prospérité de l'entreprise, ainsi que le bien-être des travailleurs, de sa gestion que c'est le cas dans le modèle centralisé. Simultanément, la réforme concédait à l'administrateur de nouveaux pouvoirs importants lui permettant d'appliquer une discipline de travail et d'en contrôler l'intensité. L'abrogation d'arrangements anciens, considérés désormais par les ouvriers comme des droits acquis, aurait été politiquement irréalisable sans une compensation, tel le droit pour les travailleurs de contrôler l'administration de l'entreprise ou, encore, le droit de former des syndicats indépendants pour défendre leurs intérêts face à l'administration.

À cet égard, il est significatif que, en Hongrie, même si les aspects de la réforme les plus désagréables aux yeux des ouvriers ont été atténuées, on peut néanmoins observer une corrélation positive entre la transmission des pouvoirs à la direction de l'entreprise et le degré de participation relativement élevé (par rapport à la situation dans les autres pays du bloc) des travailleurs dans l'administration ainsi que la reconnaissance de fait par le régime (avec certaines limites) du droit de grève[31]. En Tchécoslovaquie, l'hostilité des travailleurs à la réforme du marché mise de l'avant par Šik a, de façon similaire, été surmontée seulement en élargissant la réforme, au cours du printemps 1968, de façon à créer les conseils ouvriers, désormais dotés de réels pouvoirs de décision et de contrôle et responsables devant les assemblées générales d'usines[32]. La même équation entre le processus de décentralisation et le rôle des conseils ouvriers a été établie en Pologne lors de la mise en application du programme de « renouveau », annoncé par Gomulka en 1956 et très tôt remis à plus tard.

Fait intéressant, l'introduction en Union soviétique d'une réforme mort-née a été accompagnée de discussions sur le besoin de démocratiser l'administration des entreprises. La question de l'élection des administrateurs a été soulevée parallèlement à celle de la participation véritable des travailleurs aux processus de décision et d'exécution. Nous devons noter particulièrement la critique exprimée à propos de l'identité longtemps soutenue entre les « aspects juridiques de la propriété » et les relations économiques véritables ou, plus largement, entre la nationalisation et la socialisation authentique[33]. De toute façon, les études soviétiques sur les attitudes, aussi bien que les expressions plus directes de l'opinion ouvrière, laissent peu de doute quant à la force du sentiment démocratique chez les travailleurs et travailleuses, au moins lorsqu'il s'agit des relations d'autorité dans l'entreprise (les opinions quant à la distribution des pouvoirs dans la société globale ne sont pas rapportées), et à leur insatisfaction face aux arrangements actuels[34]. Par conséquent, il semble

31. J. MARCZEWSKI, *Crisis in Soviet Planning*, N.Y., Praeger, 1974, p. 118. Voir aussi, « Syndicats à l'Est, » *le Devoir*, Montréal, 29 nov., 1980.
32. GOLAN, *op. cit.*, pp. 280-283; RUPNIK, *op. cit.*, pp. 180-181.
33. M. YANOWITCH, *Social and Economic Inequality in the Soviet Union*, White Plains, N.Y., Sharpe, 1977, pp. 146-155.
34. *Ibid.*; G.T. RITTERSPORN, « l'U.R.S.S.: un système demeuré réfractaire à toute réforme, » *Le Monde diplomatique*, no 329, août 1981, pp. 7-8; A. SOLIPATROV, « Vozrazheniia 'strogomu cheloveku', » *Literaturnaia gazeta*, no. 21, 25 Mai, 1978.

hautement improbable que les pouvoirs de l'administration puissent être accrus sans que soient accordées de réelles concessions à ces sentiments.

Toutefois, la bureaucratie perçoit (non sans fondement) toute transmission de pouvoir en faveur d'une tranche quelconque de la société - et particulièrement en faveur de la classe ouvrière - comme une menace à son existence. Toute rupture avec le principe voulant que la bureaucratie détienne le monopole du pouvoir, le célèbre « rôle dirigeant du parti », porte en elle le germe d'un défi à l'ordre bureaucratique en tant que tel. Il s'agit, après tout, d'un système au sein duquel la couche dirigeante elle-même ne peut même pas s'octroyer le droit de s'organiser indépendamment. Les fonctions du comité central, qui réunit l'élite de la bureaucratie, sont fondamentalement décoratives, le politburo étant le seul organe politique collectif qui, à l'échelon national, détient un réel pouvoir décisionnel. Il suffit d'observer la situation en Pologne depuis l'été 1980 pour se convaincre de la résolution forcenée qu'oppose la bureaucratie à toute contestation de ce principe. Malgré tout, il est non moins évident que, sans concession sur ce point, le régime ne réussira pas en imposant une réforme à la classe ouvrière. Les assurances à l'effet que ses conséquences négatives seront atténuées une fois qu'elle aura fait ses preuves et que, de toute façon, elles sont le faible prix à payer pour retrouver le dynamisme économique et obtenir les niveaux de vie occidentaux, resteront vraisemblablement peu convaincantes tant que les travailleurs et travailleuses envisageront la situation exclusivement dans une perspective de vendeurs de force de travail. Mais toute transformation de la conscience des travailleurs et travailleuses dépendante de la socialisation authentique de l'économie à tous les niveaux.

Les derniers partisans de la réforme du marché, en Union soviétique, se sont désormais réfugiés dans le silence. L'abandon de la réforme a logiquement amené à la tendance opposée, à une centralisation accrue et l'introduction d'un contrôle encore plus détaillé sur les unités de production. L'évolution actuelle va dans le sens d'un perfectionnement du travail accompli au centre, afin que celui-ci puisse mieux remplir ses multiples fonctions à la direction du système dirigé, ce qui passe par la création d'importantes associations d'entreprises (réduisant ainsi le nombre d'unités avec qui le centre doit traiter directement), par l'usage à grande échelle d'ordinateurs, l'introduction de techniques mathématiques d'optimisation et de prévision ainsi que par l'importation de la technologie occidentale et par les manipulations incessantes des formes d'organisation et des systèmes incitatifs. Bien que ces mesures aient remporté quelque succès, les résultats globaux sont encore loin d'être brillants, ce qui confirme l'opinion voulant que les insuffisances fondamentales de l'économie dirigée lui sont inhérentes.

Officiellement, les objectifs du dixième plan quinquennal (1976-1980), désigné comme « le plan de l'efficacité et de la qualité », ont délibérément été fixés à des taux assez bas afin de faciliter le passage à l'étape de la croissance qualitative. Mais le quinquennat s'est terminé sur l'aveu de Brejnev : « nous n'avons pas encore réussi à adapter aux besoins du pays le mécanisme de planification et d'administration, pas plus que les méthodes économiques et l'organisation du travail ». Après des années d'insistance sur l'urgence d'un passage à une croissance qualitative, il a encore dû rappeler au cours du XXVI[e] congrès que « l'économie doit être économe... Toute

chose qui fait de l'introduction de l'innovation un processus difficile, lent et douloureux, doit être éliminée[35]. »

Il n'est pas improbable que le régime soit contraint de se tourner à nouveau vers le projet de réforme du marché, qui offre la seule alternative véritable au système dirigé. Plus longtemps le régime attendra, plus étroite sera sa marge de manoeuvre, l'opération devenant plus douloureuse et, politiquement, plus explosive. Même si elle pouvait être réalisée sans menacer le pouvoir de la bureaucratie, la réforme, bien qu'apportant des solutions à plusieurs défectuosités de l'ancien système, ne pourrait pas résoudre à elle seule le problème fondamental de l'harmonisation souhaitable entre les intérêts perçus aux échelons inférieurs et les buts globaux de l'économie. En dernière analyse, cela déplacerait simplement les conflits à un niveau supérieur, c'est-à-dire entre, d'un côté, les directions d'entreprises dont l'autonomie administrative et donc la force dans les négociations se seraient désormais grandement renforcée (avec l'appui des travailleurs dont les intérêts deviendraient intimement liés au succès économique de leur entreprise) et un centre affaibli de l'autre côté, précisemment autour des décisions à long terme et les aspects macro-économiques du plan (qui tomberaient encore sous la juridiction de celui-ci)[36]. Dans cette optique, les critiques socialistes qui voient dans la réforme du marché une étape vers la restauration du capitalisme sont au moins partiellement justifiées: les notions de plan et de marché ne peuvent être réconciliées dans un contexte bureaucratique, où les objectifs globaux continuent d'être imposés sur un mode autocratique. De solides fondements existent pour affirmer que, dans un tel contexte (non différent de la situation yougoslave), la réforme du marché encouragerait le développement d'importantes forces centrifuges qui, si elles n'étaient pas mises en échec par un retour au centralisme, conduiraient à long terme à l'indépendance complète de l'entreprise et à l'abandon de la planification.

La réforme du marché est essentiellement une réponse technique à une contradiction sociale profonde entre l'économie planifiée et sa forme d'organisation bureaucratique. Le problème de la réconciliation des intérêts des différents niveaux et unités avec les buts du centre est, en dernier ressort, celui de la création des conditions d'émergence d'une solidarité sociale authentique pour remplacer le consensus social aliéné imposé d'en-haut. Une telle solidarité ne peut émerger que si est abolie la séparation entre la bureaucratie et la société, entre les dirigeants et les dirigés, c'est-à-dire si est établie une association libre et consciente des producteurs. Les plus lucides défenseurs de la réforme du marché, tel Brus, reconnaissent que même le plus ingénieux système d'incitations matérielles directes serait incapable de créer à lui seul un tout harmonieux ou, encore, de faire face à plusieurs des problèmes qui surgissent, particulièrement les problèmes à long terme, de plus en plus critiques[37].

35. *Le Devoir*, 22 octobre, 1980; *Pravda*, 24 février, 1981.
36. BRUS, *op. cit.*, p. 203 et « The East European Reforms: What Happened to Them », *Soviet Studies*, vol. 31, no 2, avril 1979, p. 266.
37. BRUS, *Socialist Ownership and Political Systems*, p. 205.

Dire qu'une économie planifiée, pour qu'elle fonctionne d'une manière efficace, doit être basée sur la solidarité des producteurs n'implique pas, dans l'immédiat, la complète élimination des incitations matérielles individuelles, celles-ci demeurant sans doute nécessaires pendant une assez longue période de transition. Toutefois, cela implique la création des conditions assurant le renforcement progressif, dans un processus cohérent de démocratisation, de l'aspect moral de la prodution et du rôle joué par la notion de solidarité sociale. Tout comme le capitalisme exige une mentalité très différente de celle qui prévalait sous la féodalisme, la réalisation du socialisme nécessite une révolution des consciences. Celle-ci ne peut être créée artificiellement par des « révolutions culturelles » mise de l'avant et contrôlée par la bureaucratie ou une de ses factions. En fait, cette révolution ne peut être réalisée que par l'activité autonome du peuple entier, ce qui n'implique pas moins que la réalisation d'une pleine démocratie dans toutes les sphères de la vie sociale.

Bien entendu, la socialisation des moyens de production, par elle-même, ne réalise pas automatiquement l'harmonisation de tous les intérêts, pas plus qu'elle ne garantit l'établissement d'un équilibre adéquat entre le centralisme et l'autonomie locale. Néanmoins, cette socialisation déplace le problème d'un niveau surtout social à un niveau plus technique, rendant possible l'application d'une solution de cet ordre. Il n'est pas exclu que cette solution réside dans une version quelconque du mécanisme de marché régularisé. (De toute façon, il incombe encore à ceux de la gauche qui ont critiqué ce mécanisme de proposer une autre solution aux problèmes du système dirigé centralisé[38].)

III - La classe ouvrière

Si, comme cela semble très probable, les tendances actuelles se poursuivent au cours des prochaines années, la classe ouvrière sera confrontée à des niveaux de vie stagnants et, même peut-être, à une crise économique majeure qui incitera les dirigeants à tenter d'introduire des réformes aux dépens des droits acquis par les travailleurs et travailleuses. L'intensité et la forme spécifique que prendra leur réaction dépendront de plusieurs facteurs, dont en particulier la nature et la profondeur des divisions au sein de l'élite. Mais, quoiqu'il arrive, on peut considérer que la transformation de certaines conditions objectives fait aujourd'hui de la classe ouvrière un acteur politique beaucoup plus redoutable qu'elle ne l'a été, en Russie soviétique, depuis la fin de la guerre civile.

Une de ces conditions est sa nature de plus en plus stable du point de vue sociologique. Le poids de la classe ouvrière (qui comprend les salariés travaillant surtout à des tâches manuelles et leurs dépendants) dans la population soviétique s'est accru de façon spectaculaire depuis les débuts de la planification : cette classe

38. À cet égard, il est intéressant de noter que c'est principalement chez les marxistes occidentaux tels Mandel, Sweezy et Ticktin, que l'on rencontre un rejet absolu du marché réglé, tandis que les marxistes est-européens (non officiels) tels Bahro, Belotserkovsky, Brus et Uhl, se montrent en faveur de cette réforme, perçue comme une solution applicable dans un contexte démocratique.

représentait 12,4% de la population en 1928, 33,5% en 1939, 56,8% en 1970 et plus de 62% à l'heure actuelle. En 1978, les ouvriers et ouvrières d'industries, c'est-à-dire le noyau urbain et prolétaire de cette classe représentaient presque 40% du total des ouvriers et ouvrières employés dans l'économie (total évalué alors à environ 76 millions). Encore 22% restants travaillaient, à peu près en nombre égal, dans le secteur du transport et des communications et dans le secteur de la construction[39].

La classe ouvrière industrielle a connu à elle seule une croissance phénoménale: regroupant environ 3 millions de personnes en 1928, elle en compte aujourd'hui plus de 30 millions. Au cours des premiers plans quinquennaux, cette croissance s'est effectuée surtout aux dépens de la paysannerie. Des 3 millions de nouveaux ouvriers et ouvrières entrés dans l'industrie entre 1928 et 1933, 68% venaient directement des villages[40]. En outre, cette proportion s'est plutôt accrue au cours des années précédant la guerre et après celle-ci: de 1926 à 1970, l'accroissement naturel n'a fourni que 25% des 109,7 millions de personnes qui se sont ajoutées à la population urbaine[41]. Mais une étude soviétique récente conclut que,

> aujourd'hui, le poids relatif des divers groupes et couches sociales qui alimentaient la croissance de la classe ouvrière a changé de manière significative, non seulement par rapport à la période d'avant-guerre mais aussi comparativement aux années 60. Puisque la classe ouvrière constitue la plus grande partie de la population active, c'est maintenant les jeunes d'origine ouvrière qui assurent sa perpétuation[42].

Dans des études appliquées à Moscou, Tcheliabinsk et Oufa, ont démontré que, vers le milieu des années 70, de 56 à 58% des ouvriers et ouvrières étaient nés d'une famille ouvrière. Dans les deux premières villes, les enfants d'employés (cols-blancs) étaient au moins aussi nombreux dans les 42 à 44% restants que les enfants de paysans. Le degré d'auto-recrutement variait aussi selon le type d'industries: la majorité de la main-d'oeuvre plus qualifiée, comme par exemple celle du secteur de la construction des machines, avait des origines ouvrières, tandis qu'une partie considérable de la main-d'oeuvre moins spécialisée comme de l'industrie textile se recrutait encore dans les villages[43].

La signification de cette évolution peut être appréciée si l'on garde à l'esprit l'idée que, contrairement à l'opinion encore largement répandue, le passage rapide du village à l'usine non seulement ne stimule pas l'activisme et les protestations politiques mais, dans l'immédiat, réduit la capacité de défense collective des ouvriers et ouvrières nouvellement intégrés au milieu ouvrier urbain. Ce phénomène, caractéristique de la Russie pré-révolutionnaire, est mis encore plus en

39. *Narodnoe Khoziaistvi SSSR v 1978 g.*, pp. 363-364.
40. RITTERSPORN, *op. cit.*
41. KERBLAY, *op. cit.*, p. 60.
42. M.N. BUTKEVICH; G.A. SLESAREV et F.R. FILIPPOV, « Protsesy vosproizvodstva sotsial'noi struktury sovetskogo obchtchestva », *Sotsialnaia struktura razvitogo sotsialisticheskogo obshtchestva v SSSR*, Moscou, 1976, pp. 163-194.
43. « Les ouvriers en U.R.S.S. », *op. cit.*, p. 4.

évidence par l'expérience des autres pays en voie d'industrialisation[44]. Les arrivants d'origine villageoise, habituellement moins instruits, non-spécialisés et désorientés, se montrent tranquilles et tendent à fuir toute participation à de dangereuses entreprises collectives. Qui plus est, aussi mauvais que soit le lot de ces ouvriers et ouvrières, le déplacement du village à l'usine a en lui-même représenté pour le paysan ou la paysanne une amélioration nette de sa situation matérielle, juridique et culturelle. Toutes ces considérations militent contre l'épanouissement du sens de l'engagement dans le destin collectif de la classe ouvrière.

Les grandes possibilités de mobilité offertes à la classe ouvrière par l'industrialisation rapide (et par la nécessité de remplir les postes créés par la mise sur pied d'une nouvelle administration gouvernementale après la révolution et, virtuellement, par la nécessité de remplir à nouveau ces postes au cours de la Grande purge), ce qui lui enlevait habituellement ses éléments les plus actifs et les plus doués constituent un facteur ayant réussi un effet démobilisateur. Seulement de 1930 à 1934, 660,000 ouvriers et ouvrières communistes ont quitté les usines pour occuper des postes administratifs ou politiques ou, encore, pour recevoir l'entraînement les préparant à de telles fonctions[45]. La fréquence de ce type de mobilité a, toutefois, diminué avec le temps jusqu'à devenir, dès les années 60, un phénomène assez rare. L'auteur d'une étude effectuée au début des années 70 observait que, « si une personne entre dans la vie active en tant qu'ouvrier, il est très probable qu'elle le demeurera toute sa vie[46]. » Le même auteur signale que dans la ville de Oufa (dont la population s'est accrue de 41% entre 1959 et 1970, passant de 547,000 à 771,000 personnes), au cours d'une période qui s'échelonne de 1950 à 1979, seulement 8% des ouvriers et ouvrières ont travaillé par la suite à des occupations non-manuelles de plus haut niveau[47].

Par ailleurs, la probabilité qu'un enfant d'une famille d'ouvrière accède à une autre classe sociale semble encore relativement haute, variant à la fin des années 60 de 12 à 40% selon le groupe étudié[48]. Cependant, la catégorie des « spécialistes » (l'intelligentsia) regroupe, dans l'univers soviétique, un très large éventail de professions, englobant les secrétaires du parti, les grands savants scientifiques et les directeurs d'usines, ainsi que les ingénieurs, les techniciens, les instituteurs etc. Les chances qu'a un enfant d'origne ouvrière d'accéder aux plus hautes positions de cette catégorie sont beaucoup plus minces que lorsqu'il s'agit des fonctions plus modestes. Les enfants d'origine ouvrière qui gravissent l'échelle sociale fréquentent plus souvent les instituts de technologie et de génie que les universités, considérées plus prestigieuses. Au sein de ces dernières, la proportion des enfants d'origine

44. Voir à ce sujet mon ouvrage: *The Petrograd Workers and the Fall of the Old Régime*, Londres, Macmillan, à paraître en 1982; et C. TILLY, « Does Modernization Breed Revolution? », *Comparative Studies*, avril 1973, p. 433.
45. I.F. PETROV (ed.), *Kommunisticheskaia partiia – um, chest' i sovest' epokhi*, Moscou, 1969, p. 221s.
46. N.A. AITOV (ed.), *Nekotorye problomy sotsial'nykh peremechtchenii v SSSR*, Oufa, 1971, p. 30.
47. N.A. AITOV, « Sotsial'nye peremechtcheniia v SSSR », *Problemy razvitiia sotsial'noi struktury obshchestva v sovetskom soiuze i v Pol'she*, Moscou et Varsovie, 1974, p. 314s.
48. KERBLAY, *op. cit.*, p. 230; YANOWITCH, *op. cit.*, pp. 116-121.

ouvrière représente environ la moitié de la proportion représentée, dans la population totale, par la classe ouvrière (pour leur part, les enfants de « spécialistes » sont de 2 1/2 à 3 1/2 fois sur-représentés[49]). En tant qu'« intelligentsia » des usines, les techniciens et les ingénieurs sont directement impliqués dans le processus de production et, à certains égards, sont même plus exploités que les ouvriers et ouvrières. Étant donné l'organisation défectueuse, les pénuries de main-d'oeuvre spécialisée et l'abondance du personnel technique, une proportion étonnante de jeunes ingénieurs fait actuellement le travail des ouvriers qualifiés[50]. Belotserkovsky, ancien « correspondant-ouvrier » du journal *Izvestiya*, soutient que l'intelligentsia des usines » appartient à la même couche sociale que les ouvriers si l'on tient compte de leurs intérêts et de leur mentalité[51] ».

En particulier depuis l'introduction d'une instruction secondaire universelle, celle-ci ayant été jusqu'à récemment principalement une voie d'accès à l'éducation supérieure et à l'intelligentsia, le niveau d'instruction de la classe ouvrière soviétique a fait un bond en avant d'ordre qualitatif. Une enquête, menée en 1936 dans une industrie relativement spécialisée de machines-outils, révélait que seulement 3,4% des jeunes ouvriers et ouvrières avaient un niveau d'éducation secondaire et 43,6% un niveau primaire. Une étude similaire portant sur les ouvriers et ouvrières de moins de trente ans de la ville de Tcheliabinsk, entre 1965 et 1970, révélait que 41,9% d'entre eux avaient une instruction secondaire incomplète (8-9 ans), 32,7% avaient complété leurs études secondaires (10-11 ans), 8,2% avaient une instruction secondaire spécialisée et 2% n'avaient pas fréquenté l'école secondaire[52]. Cette évolution revêt une signification politique si l'on tient compte du fait que la majorité des travailleurs et travailleuses militant dans le Mouvement pour les droits humains, du moins à ses débuts, provenaient de la couche la plus éduquée de la classe ouvrière (2,4 millions en 1970[53]). Ces jeunes ouvriers et ouvrières, en grande majorité d'origine urbaine, se montrent plus sévères que leurs aînés, moins éduqués, devant les possibilités de mobilité réduites qui leur sont offertes et moins satisfaits de la nature de leur travail[54].

Un membre de l'opposition de gauche hongroise, Rakovski, a suggéré que même l'avènement d'une société de consommation, en dépit de ses effets politiquement soporifiques et modérateurs sur la classe ouvrière occidentale, exerce une influence généralement positive sur l'activisme de la classe ouvrière de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique, dans la mesure où elle accroît l'indépendance économique de la population vis-à-vis de l'organisation économique administrée centralement. Dans un contexte où l'organisation autonome est durement réprimée,

49. *Ibid.*, p. 88s.
50. « Le ingénieurs et le malaise de l'enseignement supérieur », *Problèmes politiques et sociaux*, no 248, 27 décembre 1974, p. 11s.
51. BELOTSERKOVSKY, *op. cit.*, p. 186s.
52. « Les ouvriers en U.R.S.S. », *op. cit.*, p. 4.
53. G. VYSOTIN et V. SEREDA, « Fact and Fiction about the 'Mass Workers Movement' in the U.S.S.R. », *A Chronicle of Human Rights in the U.S.S.R.*, no 39, juillet-septembre 1980, p. 53.
54. RITTERSPORN, *op. cit.*

> La situation n'est pas une alternative : l'accumulation d'objets possédés individuellement est le moyen d'accès à la seule forme d'autonomie concevable – l'autonomie individuelle. L'ouvrier qui a des biens économiques est en meilleure posture pour affronter ses supérieurs et pour s'accomoder des pertes économiques temporaires qui accompagnent un changement d'emploi, qu'il soit volontaire ou forcé... (En particulier,) les jeunes travailleurs qui peuvent compter sur un solide support familial jouissent d'une plus grande liberté de mouvement entre divers emplois et spécialités ou, même, entre le travail et l'oisiveté temporaire. Car le budget familial est devenu plus flexible et le salaire des jeunes ouvriers n'est plus absolument essentiel à l'entetien du ménage[55].

Mises ensemble, ces tendances sociales et économiques objectives sembleraient favoriser une croissance du militantisme et de la politisation de la classe ouvrière. Quant à la forme spécifique et à l'orientation que pourrait prendre cet activisme, une chose est certaine : en dépit de la crainte générale éprouvée par une grande partie de l'intelligentsia à l'égard des tendances prétendument autoritaires et destructrices (voire même « fascistes ») des masses[56], il existe chez les ouvriers et ouvrières un sentiment démocratique puissant et répandu. Diverses études ont montré qu'une majorité écrasante des travailleurs, des travailleuses et des ingénieurs de niveau inférieur, eux-mêmes engagés directement dans le processus de production, préférerait que le personnel de direction soit élu. Il n'est pas étonnant de rencontrer la tendance opposée chez les administrateurs et le personnel technique de plus haut niveau qui, lorsqu'il s'agit d'encadrer les ouvriers, croient plutôt en la vertu d'une main ferme[57].

Ces divergences de vue ont été mises en évidence récemment, dans la *Literaturnaia gazeta*, par la réponse d'un ouvrier-métallurgiste à l'article d'un directeur d'entreprise, intitulé « Force ! » (« Zastavit ! »).[58] Tandis que le directeur attribuait à la faible discipline des travailleurs tout ce qui fonctionne mal dans les usines et réclamait sans ambages l'application de fortes mesures autoritaires (entre autres, le droit pour l'administration d'imposer des amendes, de déchoir et de congédier les ouvriers), le metallo s'attaquait directement à l'administration défec-

55. M. RAKOVSKI, *Towards an East European Marxism*, Londres, Allison and Busby, 1978, p. 38.
56. BELOTSERKOVSKY, *op. cit.*, pp. 185-186 ; Soljénitsyne est un exemple de premier choix pour illustrer l'opinion voulant que les masses aient besoin d'un gouvernement autoritaire, bien qu'il critique lui-même la suffisance dont fait preuve l'intelligentsia lorsqu'elle accuse les ouvriers et ouvrières d'être disposés à vendre leurs droits politiques de naissance pour un verre de vodka (*The Oak and the Calf*, New York, Harper and Row, 1980, p. 68 ; *Letter to the Soviet Leaders*, New York, Harper and Row, 1976). Le dissident soviétique en exil, A. Yanov présente une version plus libérale de la même position : Dieu s'oppose à ce que les masses soient tenues encore de prendre leur destin en main comme en 1917, (par une révolution qu'il identifie comme une « explosion autocratique insouciante »), *op. cit.*, p. 79.
57. « La vie de l'entreprise », *Problèmes politiques et sociaux*, no 300, 24 décembre 1976, p. 12 ; YANOWITCH, *op. cit.*, p. 154 ; RITTERSPORN, *op. cit.*, p. 7.
58. L. SVETLANIN, « Zastavit », *Literaturnaia*, no 4, 25 janvier 1978 ; A. SOLIPATROV, *op. cit.*

tueuse et autoritaire qui, selon lui, contrecarrait le désir des ouvriers de bien faire leur travail. Il concluait:

> ce n'est pas uniquement par la profondeur et l'étendue de son instruction que l'on doit juger l'organisateur moderne, mais avant tout par son sens des relations humaines, par ses relations avec les travailleurs, son sens de la démocratie. Le succès *réel* d'une entreprise dépend de la manière dont ces relations sont établies (sur une base égalitaire: nous travaillons tous à la même tâche; nous devons l'accomplir honnêtement et correctement - ou de haut en bas: je donne les ordres et vous les exécutez). Je souligne le mot intentionnellement - souvent le plan est réalisé mais il n'y a aucune joie à en retirer, tel est le coût du succès...

Dans une récente étude sur une importante usine de Léningrad, 42% des ouvriers s'estimaient satisfaits des relations établies avec leurs collègues, tandis que seulement 0,6% jugeaient satisfaisantes les relations avec la direction[59].

Dans le système soviétique, où l'administration étatique de l'économie rappelle par plusieurs aspects une entreprise unique, mais gigantesque, une extrapolation des attitudes observées face à la distribution du pouvoir au sein de l'usine aux attitudes face à la société globale n'est pas dénuée de fondement. En effet, le témoignage de gens qui ont eu un contact direct et soutenu avec les ouvriers et ouvrières soviétiques (expérience qui fait gravement défaut à la plus grande partie de l'intelligentsia) légitime l'établissement d'un tel parallèle. Belotserkovsky écrit:

> d'après mon expérience, je peux affirmer que les ouvriers d'usines se sont, dans une grande mesure, habitués aux difficultés matérielles, particulièrement dans les provinces où ils ont vécu dans des conditions similaires depuis plusieurs générations. Mais ils ne peuvent pas et ne s'habitueront pas à l'anarchie bureaucratique, à la nature arbitraire de l'administration de l'entreprise, à leur labeur de Sisyphe... La majorité des ouvriers d'usines est déjà convaincue que seule une démocratie politique et économique peut mener à un régime actif et juste[60].

On estime qu'entre 1965 et 1976, de 24 à 28% des activistes militants en faveur du respect des droits humains étaient des ouvriers et ouvrières. Entre 1976 et 1979, cette proportion s'est élevée à 41%[61]. Au cours des dernières années, on a vu de nombreux activistes ouvriers poursuivis en cour, ainsi que la création des premiers syndicats autonomes[62].

Il est probable qu'une compilation méticuleuse de toutes les bribes d'information disponibles signalerait une élevation du niveau de conscience et une croissance du militantisme chez les travailleurs durant cette période. Bien qu'il ne soit possible

59. RITTERSPORN, op. cit.
60. BELOTSERKOVSKY, *op. cit.*, p. 180; voir aussi: « Interview avec Valentin Ivanov », dans SEMYONOVA et HAYNES, *op. cit.*, pp. 188-195.
61. VYSOTIN et SEREDA, *op. cit.*, p. 53.
62. *Ibid.*, dans SEMYONOVA et HAYNES, *op. cit.*, pp. 26-89; V. BORISSOV, « Non, la classe ouvrière soviétique n'est pas passive », *L'alternative*, no 7, novembre/décembre 1980, pp. 61-63.

d'obtenir aucune statistique un tant soit peu digne de confiance sur les grèves, il apparaît qu'elles ont continué de se produire et sont loin de constituer, en Union soviétique, un phénomène rare et insignifiant[63]. Qui plus est, dans une économie centralisée, elles sont naturellement des actes politiques, tant et si bien que la peine prévue pour avoir participé à une grève (et non seulement pour l'avoir organisée) s'élève à trois ans d'emprisonnement selon les articles 190-3 du code criminel.

Mais, de toute façon, dans les systèmes de type soviétique, les études de prospective appliquées de manière linéaire à la conscience et à l'activité de la masse sont d'une fiabilité très douteuse. Le mécontentement a peu d'occasions de s'exprimer pleinement; par conséquent, il tend à se développer de façon souterraine jusqu'à ce qu'il explose. En outre, dans tout système, l'évolution de la conscience politique est caractérisée par des bonds qualitatifs, ce qui est particulièrement vrai dans le cas des masses ouvrières (par opposition à la petite couche d'activistes que l'on retrouve même à des époques de relative stabilité) qui tendent à orienter la politique selon les expériences concrètes de leur vie quotidienne. En Pologne, à trois reprises durant la dernière décennie, ce qui apparaissait au départ comme une protestation au sujet des prix de la nourriture est bientôt apparu, tout bonnement, comme la pointe d'un iceberg constitué par un profond mécontentement face à l'absence de démocratie et par une opposition à l'administration bureaucratique en général. Ivanov, lui-même ouvrier, déclare que « les ouvriers bénéficient des instincts et d'une conscience politiques grâce auxquels ils comprennent très bien tout ce qui se passe[64]. »

Bien entendu, il est vrai que l'Union soviétique n'est pas la Pologne, d'autant plus que le nationalisme en Union soviétique a un effet apaisant (au moins sur les ouvriers russes qui appartiennent au groupe ethnique dominant) alors qu'en Pologne, au contraire, il tend à radicaliser les luttes. En outre, le leadership soviétique semble, plus que jamais au cours des récentes années, miser sur la carte du nationalisme (le nationalisme grand-russe et, jusqu'à un certain point, le nationalisme soviétique de grande puissance), alors qu'il se trouve lui-même incapable de résoudre les problèmes fondamentaux auxquels fait face la société[65]. Mais l'efficacité de cette tactique a des limites et, récemment, les ouvriers roumains l'ont démontré avec force. La Roumanie est l'exemple par excellence d'un régime extrêmement autoritaire et hypercentralisé qui a tenté de substituer les recours au nationalisme à une réforme politique et économique réelle. Cela a fonctionné assez bien pendant une vingtaine d'années (au cours des trente dernières années, les ouvriers roumains ont été presque tous recrutés chez la paysannerie), jusqu'à ce que la paix sociale soit secouée, en 1977, par une vague massive et inédite de grèves dans la vallée du Jiu. Ces grèves n'étaient pas dénuées de dimensions politiques

63. M. HOLUBENKO, « The Soviet Working Class », *Critique*, no 4, printemps 1975, pp. 5-26; B. KRAWCHENKO, « Workers Unrest in the Soviet Union Today », *Revue des pays de l'Est*, no 1, 1978, pp. 29-49; BORISSOV, op. cit.

64. IVANOV, *op. cit.*, p. 193.

65. Voir, par exemple, E. LAURENT, « Le nationalisme grand-russe », *L'alternative*, mai-août 1981, p. 11ss; et R. LERT, « Le dit et l'à-moitié dit », *Ibid.*, pp. 13-16.

ainsi qu'en témoigne le slogan: « À bas la bourgeoisie prolétarienne! ». Ce mouvement a été suivi par la création des premiers syndicats indépendants, ceux-ci s'attirant immédiatement un large support, et, au cours de l'été 1980, par une nouvelle vague de grèves qui a frappé les principaux centres industriels et qui s'est répétée l'automne passé. À Montru la foule a acceuilli Ceaucescu avec une pluie de cailloux, le forçant à annuler sa visite[66].

L'absence d'une alternative crédible ou, plus précisément, d'un plan d'action qui ait une chance de réussite, constitue, pour la mobilisation des ouvriers et ouvrières en Union soviétique, un plus sérieux obstacle. Après sa manifestation solitaire de protestation à Moscou, Ivanov recevait de ses collègues les commantaires suivants:

> Valia, ne vois-tu pas que cela est inutile? Tu sors dans la rue et tu t'es fait arrêté. Si l'équipe entière sortait, ils nous battraient tous. Et si une usine au complet le faisait, ils fonceraient sur nous avec leurs mitrailleuses, comme ils l'ont fait en 1962 à Novotcherkassk. » « Chacun connaît les causes de nos problèmes, » poursuivait Ivanov, « mais aucun ne voit d'issue à cette situation. Les gens disent souvent: « plus ça continue, pire c'est ». Et ils expriment l'opinion que tout finit par avoir une fin. Mais aucun n'a la moindre idée de ce que sera cette fin, de la manière dont cela devrait finir. je sens que quelque chose est en train de mûrir... quelque chose d'inhabituel pour la Russie des dernières années[67].

C'est en tenant compte de ce contexte que l'on peut comprendre la signification cruciale, pour l'Union soviétique et pour la cause socialiste en général, des luttes qui se déroulent actuellement en Pologne. Le mouvement « Solidarité » peut fournir les éléments d'une alternative véritable. Mais, pour devenir un modèle et susciter l'émulation, Solidarité devra être perçue par les ouvriers soviétiques comme capable de parvenir à des résultats concrets. Cela signifie, tout au moins, qu'elle doit continuer à exister de façon autonome et démontrer son aptitude à empêcher qu'une solution à la crise économique ne soit appliquée « sur le dos des travailleurs ». Bien entendu, le succès du mouvement ouvrier polonais, comme de tout autre mouvement qui surgirait dans l'un des pays du bloc, s'appuie en dernière instance sur la découverte d'un soutien actif en Union soviétique même. Les chances pour que cette coïcidence se produise dans les années 80, avec la démocratisation qu'elle impliquerait, sont plus fortes que jamais auparavant. [Traduit de l'anglais].

---

66. M. BERINDEL, « La Roumanie à l'heure polonaise », *L'alternative*, no 8, janvier/février 1981, pp. 41-44; F. FEJTÖ et G. MINC, « Roumanie - 1965-80 - 15 ans de ceaucescisme », *Notes et études documentaires*, no 4587/4588, 1980, pp. 55-75, *le Devoir*, 21 novembre 1981.
67. IVANOV, *op. cit.*, p. 195. Le soulèvement de Novotcherkassk fut l'incident le plus sérieux marquant la mobilisation ouvrière du début des années 60. La garnison locale refusant de charger les ouvriers, on a fait intervenir les troupes de l'armée et du KGB. Le mouvement a été écrasé avec une sévérité extrême.